

Les étudiants veulent obtenir des diplômes, qui soient reconnus nationalement, sur le marché du travail. Ils veulent des licences, des masters, des doctorats, que leurs qualifications soient reconnues, parce qu'ils veulent un vrai travail, un vrai salaire.

Pour cela, ils veulent des conditions d'études et tous les moyens nécessaires qui leur permettent d'y arriver : des salles de cours, des professeurs etc.

Les étudiants veulent qu'un système national leur garantisse tout cela.

Or que veut le gouvernement avec sa loi d'autonomie des universités ?

Il veut détruire nos diplômes nationaux et nos filières. Avec la loi, le Conseil d'Administration (CA) peut maintenant décider de supprimer ou de créer des UFR, et donc de créer ou de supprimer des diplômes (cf. art. L.762-2-1), en s'adaptant aux besoins des entreprises locales.

A travers cette loi, le gouvernement souhaite se désengager financièrement de l'université, et les livrer à la privatisation.

D'où vient la loi LRU (loi relative aux Libertés et Responsabilités des Universités) ?

En juin 1999, les ministres européens de l'enseignement supérieur ont lancé le processus de Bologne, ouvrant les universités à la compétitivité. Le résultat : la réforme LMD.

Les 17 et 18 mai, le Conseil de l'Europe ordonne d'aller jusqu'au bout du processus, en imposant aux « *autorités publiques de promouvoir l'autonomie des établissements d'enseignement supérieur et de recherche* ». Le résultat : la LRU.

Que faire ?

Les internes en médecine se sont mobilisés par milliers dans l'unité sur une revendication claire, le retrait de l'art. 33 du plan de réforme de Sécurité sociale, imposé par l'Union européenne (contre le « *déconventionnement* »).

C'est en organisant une manifestation nationale à Paris qu'ils ont fait reculer le gouvernement.

Pourquoi ce qui a été possible pour les internes ne le serait pas pour nous ? Nous sommes pour l'unité de tous pour le retrait de la LRU et l'organisation d'une manifestation nationale à Paris.

Et le rôle des CA dans tout cela ? C'est à eux qu'il revient d'appliquer la LRU sur chaque fac. Le Conseil des ministres vient d'ailleurs de publier la liste des 20 universités qui doivent être autonomes d'ici le 1^{er} janvier 2009. Ne faut-il pas organiser des délégations aux CA pour exiger d'eux qu'ils n'appliquent pas la loi ?

Est-ce que cette politique frappe seulement les étudiants ?

Grève sur les retraites, casse de la Sécu par la mise en place des franchises médicales, licenciements, suppression de milliers d'emplois dans la fonction publique... Alors qu'on détruit nos diplômes et nos filières avec la LRU, on remet en cause les droits et les acquis des travailleurs du public et du privé, dans le cadre de la politique de l'Union européenne et de son « nouveau » traité.

Que proposons-nous ?

- **Unité sans conditions pour le retrait de la LRU !**
- **Maintien des filières et des diplômes nationaux !**
- **Manifestation nationale à Paris de tous les étudiants !**

Pour notre part, militants de l'AJR, nous pensons que toutes ces attaques viennent de l'Union européenne : nous disons « non au traité de Lisbonne » et nous prononçons pour la rupture avec la politique et les institutions de l'Union européenne.

N'est-il pas nécessaire que les jeunes et les travailleurs s'organisent pour en finir avec la politique de l'Union européenne ? C'est la discussion qui sera ouverte au meeting du Comité provisoire pour un parti ouvrier, auquel nous vous invitons à participer.

Réunion d'informations sur la LRU
Vendredi 16 Novembre
à 18h00

au **Point Chaud Isabey**
(voir ci-contre)

AJR Nancy : <http://ajrnancy.canalblog.com/>

Contact : ajr.nancy@gmail.com

